

Ferñent

« Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

N° août 2022

fernentbirane@gmail.com - Blog : <http://fernent.blog4ever.com/articles> -

<https://www.facebook.com/fernentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBirane>

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2022 VICTOIRE DU CAMP PATRIOTIQUE CONTRE LE CAMP NÉOCOLONIAL FASCISANT

Diagne Fodé Roland

Les électeurs ont encore sanctionné le régime néocolonial libéral de Macky/APR/BBY après l'avoir fait aux locales. Les tentatives de confisquer la victoire éclatante du patriotisme contre le néocolonialisme sont une preuve de plus de la fascisation de ce régime qui a fait déjà 19 morts entre mars 2021 et aujourd'hui.

C'est le triomphe de la tactique juste de l'inter-coalition Yewwi/Wallu dont le but était d'isoler Macky/APR/BBY pour lui arracher les crocs de requins élimés que sont les nervis, les nominations ciblées partisans dans les forces de répression, l'asservissement présidentialiste de l'institution judiciaire et l'aviissement de l'Assemblée Nationale croupionne de la 13^{ème} législature. C'est chose faite malgré les tentatives de hold-up que s'appête à faire le pouvoir aux abois pour les faire avaliser par les instances électorales et le Conseil Constitutionnel parjures.

Le taux élevé d'abstention n'a pas empêché le rejet populaire dans les urnes de Macky/APR/BBY dont les rêves de 3^{ème} candidatures anticonstitutionnelle illégale se transforment en cauchemar. Les listes parallèles et l'argent sale ont échoué à faire de l'ombre à l'inter-coalition Yewwi/Wallu. Il faut maintenant rester debout pour faire respecter par les instances électorales et le Conseil Constitutionnel le vote du peuple.

Cette victoire du camp patriotique est un nouveau jalon dans la marche pour mettre fin au règne fascisant de Macky/APR/BBY.



LES INONDATIONS RÉVÉLATRICES DES ÉLÉPHANTS BLANCS DE MACKY/APR/BBY

Diagne Fodé Roland

Le chef de la propagande Nazi Goebbels disaient à peu près ceci : « mentez, mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose ». Tous les jours la télé publique RTS inonde ses téléspectateurs de belles images avec des commentaires à faire rêver sur les « réalisations de son excellence M. le Président Macky Sall ».



Macky avait promis 766 milliards pour en finir avec les inondations au bout de 10 ans.

Mais voilà que la pluie vient inonder les éléphants blancs de Macky/APR/BBY comme si les dieux Amon Râ (soleil), Chou (air), Tefnout (eau), Nout (ciel), Geb (terre), Osiris, Isis, Seth et Nephtys avaient décidé de punir les malfaiteurs Kamit traître à leur peuple et à l'Afrique.

Cette « information » officielle, qui censure l'opposition, annonce, pour la plupart, la finalisation des « grands travaux d'infrastructures » de son ex-mentor libéral et ex-président A. Wade qui sont baptisés à grands frais et cris de surnoms comme « échangeur de l'émergence » comme pour laisser à la postérité une marque visible « éternelle » de leur règne.

Alors que nous sommes dans un pays où des enfants vont à l'école dans d'éternels « abris provisoires », les hôpitaux sont des mouiroirs parce que non équipés, des populations n'ont pas accès à l'eau et à l'électricité, le chômage est endémique, la quasi-totalité de l'activité productive est entre les mains d'entreprises étrangères qui utilisent la main d'œuvre nationale à bas coût, bénéficient d'exonérations fiscales et du bradage de nos richesses nationales, des salariés sont à la quête d'arriérés de salaires durant des mois voire des années, des décisions de justice en leur faveur restent non exécutées en toute impunité, l'espace maritime est pillé et vidé de ses poissons par des accords de pêches léonins, le foncier rural et urbain est spolié au vu et au su de tous, etc.

C'est là une preuve que le colonialisme fait naître dans les colonies une bourgeoisie bureaucratique d'État comme le disait feu Seydou Cissokho et bourgeoisie de l'import-import sous traitante de l'impérialisme à mentalité féodale obsédée par le prestige donc même capitalistiquement improductive. L'éléphant blanc désigne une réalisation, un ouvrage d'apparente grande ampleur et de prestige qui s'avère plus coûteuse qu'utile sur le plan socio-économique et qui va nécessiter un entretien toujours plus onéreux.

Le colonialisme, c'est l'annexion politique, administrative, militaire mais surtout économique d'un pays par un autre qui transforme le pays colonisé par son mode de subordination et d'insertion à l'économie du pays dominant en Sandaga à ciel ouvert où tout se vend et rien n'est produit. Le néocolonialisme est la cession du pouvoir à une bourgeoisie locale d'État servile qui a les attributs apparents de l'indépendance politique avec drapeau, hymne, institutions nationales, armée mais par son mode d'insertion dans la mondialisation demeure un Sandaga à ciel ouvert où tout se vend mais rien n'est localement produit et dont les secteurs économiques stratégiques et les richesses nationales sont sous contrôle d'entreprises étrangères impérialistes.

On comprend que dans un tel contexte socio-économique, les éléphants blancs sont des dépenses de prestige qui ont une triple fonction :

- politique : faire croire que celles-ci vont déboucher sur le « développement » tout comme le colonialisme faisait croire que les routes, les chemins de fer, les hôpitaux, les écoles servaient à « civiliser et développer » les colonisés « incapables » et tout comme « l'aide » est présentée comme servant au « développement ». Sankara disait ç juste raison que la vraie aide c'est « aider à se passer de l'aide ».

- économique : par les surfacturations et autres malversations, ces travaux ainsi artificiellement budgétivores enrichissent la bourgeoisie d'État comprador qui, comme sous traitante, s'accapare des secteurs économiques délaissés par les impérialistes, n'investit en général que dans l'immobilier, le foncier tout en plaçant le reste de l'argent volé dans les banques des pays impérialistes ou leurs succursales dans les « paradis fiscaux ». Leur cynisme immoral va au point d'en redistribuer des miettes pour acheter le vote des électeurs qu'ils affament par leur mal gouvernance systémique, familiale, clanique, voire ethniciste.

- culturelle : transmettre aux populations la soumission aliénante du complexe d'infériorité culturaliste vis à vis de l'impérialisme qu'ils incarnent et les maintenir dans la croyance non scientifique donc obscurantiste que tout ce qui nous arrive est la simple et seule volonté divine du « kheuweul Yallah » qui ne devrait pas être opposable au « Yallah, Yallah, bayal sa tol ».

Les éléphants blancs des « réalisations » de Macky prennent l'eau de partout et révoltent les populations meurtries par la gabegie, le népotisme, la corruption de la bourgeoisie libérale néocoloniale. La pluie est révélatrice des malfaçons de la turpitude vénale de la clique gouvernante du président Macky.

Après toutes les cabales scabreuses ignominieuses pour éliminer l'incontestable leader de l'opposition et « réduire l'opposition à sa plus simple expression », bien qu'il en soit exclu arbitrairement et illégalement, la campagne des législatives portée par Sonko à travers tout le pays est entrain de créer une vraie ferveur populaire pour les listes de l'inter-coalition Yewwi/Wallu, démasque le mercenariat des listes concurrentes anti - Yewwi/Wallu et écrase politiquement Macky/APR/BBY. En effet, la fascisation du régime présidentiel met face à face les camps néocolonial apatride et patriotique. Il n'y a pas place ici à un centrisme qui rejette dos à dos les deux camps au nom d'une troisième voie hypothétique qui balise la voie de l'autocratie en marche qui bafoue toutes les conquêtes démocratiques et ne respecte aucune des règles, des lois et des institutions de la République.

Le bilan impopulaire de la 13^{ème} législature a motivé la tactique confusionniste consciente de Macky/APR/BBY qui veulent faire de la 14^{ème} législature un tremplin pour le coup d'état anticonstitutionnel d'une troisième candidature en 2024 à laquelle Macky Sall n'a pas constitutionnellement droit.

La « sonkorisation » spontanée (alors qu'il n'est pas candidat) de la campagne législatives de Yewwi/Wallu par les masses populaires reflète leur ras le bol de Macky/APR/BBY et leur volonté que leur règne prenne fin, mais elle exprime aussi l'espérance qu'a fait naître ce jeune leader politique qui a fait renaître au sein du peuple l'hégémonie culturelle du patriotisme, du Moom Sa Rew hier porté par toute la gauche révolutionnaire et ensuite trahi par une ribambelle de leaders devenus serviles au néocolonialisme.

Tous les stratagèmes du pouvoir libéral néocolonial pour saboter voire reporter les législatives ont échoué jusqu'ici. Il faut maintenant s'organiser pour assurer le jour du scrutin la sécurisation démocratique du vote des citoyens et que la vérité des urnes soit dite par le peuple. Ce n'est pas encore gagné, la vigilance doit être de rigueur car à ce jour le fichier électoral n'est pas remis à tous, le nombre de bulletins dans chaque bureau de vote, les transferts d'électeurs, les ordres de missions bidons, les bureaux fictifs de vote, la présence continue des mandataires, les provocations violentes dans le but d'annuler les votes à l'instar de Touba lors des locales, ne signer les pv qu'après avoir noté toutes les anomalies, photographier les pv des bureaux de vote avant transfert, etc.

Le chemin de la victoire reste parsemé d'embûches, rien n'est et ne sera facile, la facilité est à abolir dans la longue marche pour libérer le Sénégal du néocolonialisme, mais la victoire est au bout de l'effort collectif.

26/07/22

ETHNICISATION FASCISANTE DE MACKY/APR/BBY : OUVRONS NOS BOUCHES!

Diagne Fodé Roland

Le décès en détention de François Mancabou a été précédé de propos et de pratiques politiques et répressifs criminels de plus en plus ethnicisés visant nos frères et sœurs de la Casamance. Ce constat objectif est étayé par des témoignages des arrêtés lors de la résistance de mars 2021 auxquels des policiers demandaient leurs origines casamançaises ou non avant de les libérer ou de les garder. Des agressions verbales publiques et insultes ethnicistes sont devenues courantes de la part de hautes autorités gouvernementales, de députés de la majorité présidentielle et de voyous stipendiés se réclamant ouvertement du pouvoir de Macky/APR/BBY. Les protestations pacifiques du peuple contre l'autoritarisme liberticide du pouvoir libéral néocolonial sont amalgamées avec la « rébellion Casamançaise » prétexte à l'utilisation de nervis et des forces de l'ordre et de sécurité pour les mâter illégalement et faire diversion en les judiciarisant. Des tirs à balles réelles contre des manifestants pacifiques viennent se surajouter à la sale guerre de Macky/APR/BBY en Casamance. Les faits sont nombreux.

Le néocolonialisme est l'association de la bourgeoisie bureaucratique civile et/ou militaire, de la féodalité, bref des classes exploiteuses locales à l'oppression nationale impérialiste sur le pays colonisé. L'accaparement du pouvoir d'État néocolonial par ces classes autochtones locales est le principal moyen par lequel celles-ci accumulent par le vol des deniers publics le capital d'État pour

le privatiser dans leur rôle de sous traitants associés aux grands Monopoles impérialistes de l'agrobusiness, des services, industriels et bancaires.

La bourgeoisie d'État néocoloniale est ainsi un appendice local au service de la domination impérialiste qui a capitulé sur la souveraineté nationale pour se mettre au service du maître impérialiste en lieu et place de sa mainmise sur l'économie nationale à son profit en tant que classe sociale. Au Mali avec la « transition » actuelle on assiste à un début d'inversion de cette tendance servile qui caractérise le « pré-carré » français depuis 1960 à l'exception de la Guinée de Sékou Touré, du Mali de Modibo Keita, du Togo de Sylvanus Olympio, du Burkina de Thomas Sankara, de la Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo.

Ici au Sénégal, Macky/APR/BBY, ces prédateurs des richesses nationales pour le seul bénéfice des Multinationales impérialistes, de leur famille et leur clan s'embourgeoisent en milliards et jouent sur la peur de « perdre le grenier du Sénégal qu'est la Casamance » pour diviser et régner sur et contre le peuple dans sa totalité. Le président parjure s'approprie l'argent du pays alors que la Constitution dit que seul le peuple est propriétaire des richesses nationales.

Dans ce but rapace la question Casamançaise est ethniquement instrumentalisée par Macky/APR/BBY pour masquer et faire diversion sur son funeste projet anticonstitutionnel de troisième candidature illégale. Au « tout sauf Macky » du peuple, la voyoucratie de l'APR/BBY met en branle l'ethnofascisme du « tout sauf Sonko » pour juguler et diviser la montée en puissance du patriotisme d'une jeunesse qui en a marre d'être condamnée à alimenter les cimetières à ciel ouvert que sont le désert du Sahara, la Méditerranée, l'Atlantique, la Libye post-Khadafi et Ceuta ou Melilla, ces possessions coloniales Espagnoles du Maroc.

1982 – 2022, cela fait 40 ans que le MFDC a repris sa revendication indépendantiste à laquelle la seule réponse de notre État néocolonial a été une succession de guerres et d'accalmies relatives faites de « ni paix, ni guerres » sans véritables négociations, mais ponctuées de flots d'argent pour corrompre, soudoyer et diviser. 40 ans aussi de silence global des forces démocratiques, panafricaines de notre pays alors que les principaux leaders et militants du MFDC continuent de subir des arrestations, la torture, la prison arbitraire à l'instar du journaliste René Capain et des mandats d'arrêts.

Il faut lever tous les mandats d'arrêts et cesser toute persécution arbitraire contre le MFDC. L'option fraternelle réaliste est et doit être un règlement démocratique pacifique de la question Casamançaise sur la base du principe énoncé dans les années 30 par Tiémokho Garang Kouyaté : l'union libre des peuples libres dans une optique d'unité panafricaine des peuples. Une telle politique progressiste permet d'envisager comme étape vers l'unité africaine un processus d'union démocratique pacifique avec la Gambie et la Guinée Bissau puis Conakry et de retrouver la défunte Fédération du Mali avant de l'élargir à la CEDEAO.

Et voilà qu'apparaît sur la scène politique nationale Sonko leader du Parti Pastef, de la coalition Yewwi et de l'opposition, originaire de la Casamance par son père et du nord du Sénégal par sa mère. Depuis 2014, naissance de son Parti, l'hégémonie culturelle du libéralisme néocolonial apatride qui a emporté les directions des partis et la majorité des leaders de la gauche historique est en cours d'être battue par le nouvel « arôme culturel hégémonique » (Gramsci) salutaire du patriotisme. Sonko symbolise le patriotisme panafricain de cette jeunesse en quête d'une gouvernance débarrassée de la corruption, respectueuse de l'Etat de droit et du patriotisme économique au service du peuple.

Au lieu d'un combat politique loyal qui respecte l'État de droit, on assiste à un banditisme politique d'un régime néocolonial aux abois tenté par l'ethnofascisme pour se pérenniser au pouvoir en infraction totale avec la Constitution afin de poursuivre le pillage des richesses et l'enrichissement illicite d'une caste bourgeoise, féodale et clanique.

Dans un tel contexte, il est fondamental que les bouches des non Casamançais s'ouvrent pour condamner avec la dernière énergie ces dérives ethnicistes fascisantes jusqu'ici inconnues au Sénégal. Le silence s'apparente objectivement à une complicité non assumée que le pays va payer tôt ou tard.

Partout en Afrique à l'instar de l'ethnicisme ivoirite de Bédié ou de l'ethnofascisme du Hutu

Power au Rwanda, le mouvement démocratique s'est laissé museler par la peur de l'autre au point de subir la catastrophe d'une guerre civile ethnicisée exploitée par des « élites » bourgeoises toujours inféodées à l'impérialisme. C'est seulement ensuite que les uns et les autres subissent à leur tour la terreur tyrannique de la dictature dont l'autre nationalité a été victime alors qu'ils étaient vautés dans une passivité que le Pasteur Niemöller dénonçait ainsi : « Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester ».

Il est encore temps de dire stop ! Alors parlons, levons-nous vent debout pour sauver notre beau pays du fléau ethniciste hérité du système colonial qui l'a toujours utilisé pour diviser et soumettre l'Afrique.

16/07/22

AU NOM DE LA REPUBLIQUE ET DE LA DEMOCRATIE... TRAHIES !
RÉPONSE A CES FANTASSINS FATIGUES AU SECOURS DE L'ETAT PARTI
APR/BENNOO BOKK YAAKAAR !

Dakar, le 06 juillet 2022

Un conglomérat de "chefs de parti, ministres, députés, experts, journalistes" et autres personnages, membres pour la plupart des institutions pléthoriques, budgétivores et parasitaires qui gangrènent la vie publique de notre pays, viennent de publier, « au nom de la République et de la Démocratie », une déclaration de guerre, parue dans la presse, contre « l'opposition radicale » sénégalaise, incarnée par la coalition Yewwi Askan Wi et le leader de Pastef, Ousmane Sonko.

1. De la paix civile, de la violence et de l'exercice des libertés sous le régime de Macky Sall :

S'érigeant en défenseurs de « la primauté de l'état de droit » et de « l'attachement sans réserve à la paix civile » au Sénégal, présenté comme « un modèle de pays libre », les fantassins de Macky Sall entendent faire face à « la démarche objective de subversion » et à « l'anarcho-populisme incarné par la coalition Yewwi » et ses dirigeants, qualifiés d' « anarcho-émeutiers », dans un contexte où « le Sénégal s'approche des échéances de l'exploitation des ressources gazières et pétrolières ». Il est vrai que l'odeur du pétrole et du gaz fait frémir plein de narines et enivre nombre de chasseurs de primes ou de prébendes. Au point que certains d'entre eux qui pourtant revendiquent un brevet de « dépositaires de légitimité » historique dans la lutte contre toutes les formes d'inégalités et d'injustices au Sénégal, en arrivent à perdre toute lucidité et éthique de responsabilité !

Révélation de nos preux soldats du Macky : « La presse nous apprend, sans être démentie [Par qui, diantre ?!] de l'arrestation de membres du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance, présents à Dakar, la veille de la manifestation autorisée du 8 juin [de Yewwi] ; quand la sûreté urbaine a pu appréhender les membres d'un groupe appelé « Force spéciale » chargés de perpétrer des attentats contre la Centrale électrique de Cap des biches et d'autres attaques, il y a de quoi s'inquiéter ». Il faut le souligner tout net : nos frères et sœurs de la Casamance, partie intégrante du Sénégal et creuset, s'il en est, du brassage des ethnies, des cultures et des religions, en ont MARRE d'être systématiquement stigmatisés et traités de "rebelles" ou de "séparatistes" dès que la moindre secousse populaire fait trembler les fauteuils des pouvoirs en place, d'Abdou Diouf hier à Macky Sall aujourd'hui, quand Senghor avant eux préférerait agiter le spectre des « anarchistes » et « agents subversifs téléguidés de l'extérieur », spécialistes des « attaques crypto-personnelles » ! Plus de cinquante ans après, les mêmes maux, le même vocabulaire, les mêmes impasses d'un système autocratique de servitude néocoloniale ! Pourquoi chercher à instrumentaliser la presse pour distiller des "informations", préparer une opinion et « porter presse », en lieu et place des autorités judiciaires attitrées, susceptibles d'être armées de dossiers solides et crédibles en vue d'édifier nos compatriotes qui n'attendent que la vérité, toute la vérité et rien que la vérité ? Pourquoi chercher coûte que coûte à diaboliser la coalition Yewwi et ses principaux dirigeants, Ousmane Sonko en particulier ? L'on pourrait d'ailleurs, dans la même veine, rappeler ici la haine viscérale et psychotique entretenue par les Don Quichotte de l'Etat-Parti APR/BBY à l'encontre du leader de Pastef, accusé de tous les péchés d'Israël : rebelle, violeur, manipulateur, populiste,

pyromane, terroriste, djihadiste, fasciste, subversif, anarcho-démocrate - excusez du peu ! Procès en sorcellerie, avec aucun fait réel comme argument, mais plutôt une confusion volontaire entre kiy dóor ak kiy feyu, entre violence et fermeté sur les principes, entre la tyrannie de la violation des libertés et la légitimité de la résistance à l'oppression en tant que « pour le peuple et pour chaque section du peuple, le plus sacré des droits et le plus imprescriptible des devoirs ». Il n'y a pas de paix sans vérité ni justice, seule la lutte libre, seule la résistance vient à bout de l'oppression et toutes les luttes de tous les peuples du monde sont passées par là, de la Commune de Paris à la Russie des Soviets, de la Chine de Mao au Vietnam de Ho Chi Minh, de Cuba au Venezuela, de l'Algérie à l'Afrique du Sud .

Mettons en avant les faits, les choix ou orientations, non les individus ou les personnes. Ainsi, si vous cherchez un acteur politique adepte de la violence dictatoriale, du passage en force et de la répression brutale, pas besoin d'aller chercher loin, souvenez-vous de ce forcing illégal commis dans un bureau de vote à Fatick, il y a plusieurs années déjà ! La démocratie de Macky Sall est jonchée d'injustices, d'agressions et de crimes restés impunis et qui n'ont même pas fait l'objet de moindres enquêtes, malgré les plaintes déposées en bonne et due forme : radiation arbitraire d'Ousmane Sonko, assassinat de Mariama Sagna, responsable Pastef à Keur Massar ; saccage sauvage du siège de Pastef à Yoff ; irruption et vol de documents administratifs au siège de ce parti à Ziguinchor ; violences et voies de fait à Malicounda/Mbour à l'encontre de Guy Marius Sagna et autres responsables du FRAPP ; agressions brutales et répétées contre le convoi d'Ousmane Sonko, alors candidat à la mairie de Ziguinchor ; scènes honteuses de pugilat au sein même de l'Assemblée nationale du Sénégal ; recrutement et utilisation de nervis au vu et au su de tout le monde pour réprimer, y compris avec utilisation de balles réelles, la révolte des jeunes mobilisées contre l'injustice, les inégalités, le chômage, la pauvreté et la misère en Mars 2021 et en juin 2022, avec leurs lots de morts et de blessés jusqu'ici non élucidés : au moins 14 personnes tuées en mars 2021, 03 en 2022 ! Et que dire du cas plus que préoccupant de François Mancabou, arrêté chez lui sans autre forme de procès, en liaison prétendument avec l'affaire dite des « terroristes » de la « Force Spéciale » et victime lui-même de tortures sauvages, jusqu'à être évacué, entre la vie et la mort, aux urgences d'un hôpital de la place ! Sur le même registre, répliquant à une sortie du SG de leur parti, le Comité de Réflexion Dooleel PIT, confirme et enfonce le clou : « Depuis l'accession de Macky Sall au pouvoir, des centaines de citoyens sénégalais ont été arrêtés ou blessés, pendant que plus de vingt autres ont perdu la vie dans des opérations de supposé maintien de l'ordre par les Forces de Défense et de Sécurité, lors de mouvements de protestation pacifiques de l'Opposition ou du mouvement étudiant... c'est la conception cavalière et singulière que le Président Macky Sall a de l'activité politique, qui est en train de compromettre la stabilité légendaire de notre pays » (Communiqué du 27 juin 2022). Scrutez en plus ce message plein de sens dans une interview de M. Abdou Aziz Tall, ancien ministre Directeur de Cabinet du Président Macky Sall- qui sait certainement de quoi il parle : « Une vraie démocratie a davantage besoin d'oxygène que de lacrymogènes » (Sud Quotidien, 18 novembre 2021). Autre illustration : un sinistre Djibril Ngom, voleur stipendié de dossier électoral à Matam au détriment de la coalition Yewwi, au lieu d'être poursuivi, est officiellement reçu au Palais de la République par le président Macky Sall, avec photos à l'appui svp ! Bel exemple de défense de la République et de la Démocratie ! Nos preux fantassins de la République et de la Démocratie ne pipent mot pendant que d'autres souteneurs du Macky s'épanchent librement sur les plateaux de télévision au vu et au su de tout le monde : en voici un qui menace de « brûler vives toutes les familles DIAS...sans aucun impact sur la cohésion sociale du Sénégal » !; et cet autre, un député au coupe-coupe facile, incitant publiquement au meurtre des anti-Macky, sans oublier cet enseignant haut responsable APR appelant à « tuer Ousmane Sonko », qui récidive et assume à haute voix sans être inquiété ni même simplement rappelé à l'ordre ! C'est tout bonnement du jaay doole et du maa tey ! Pas le moindre débat d'idées, aucune critique sérieuse soutenue contre des documents et publications comme, à titre d'exemples : Pétrole et gaz au Sénégal : chronique d'une spoliation /2017, Contrat de législature et Charte du député/ Coalition Ndawi Askan Wi 2017, Solutions /2019, Programme JOTNA / Coalition Sonko Président 2019, Les territoires du développement/ 2022, Programme Burok/ 2022, etc.

Par ailleurs, qui ne se souvient pas des tracasseries, humiliations, tortures, longues détentions en prison infligées à l'Imam Alioune Ndao poursuivi pour « apologie du terrorisme », « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », avant d'être libéré ? Idem pour ce jeune élève de terminale à Mbour du nom de Saer Kébé, dont le seul tort est d'avoir protesté sur Facebook contre les bombardements meurtriers de l'armée israélienne, au cours de l'été 2014, sur les populations de Gaza en Palestine occupée !

Et fraîchement, interdictions en cascade, par les gouverneurs et préfets en service commandé au profit exclusif de Son Excellence le président Macky Sall, de nombre de manifestations politiques ou syndicales, sous le prétexte fallacieux de « risques réels de troubles à l'ordre public ». Qu'à cela ne tienne : Yewwi en toute responsabilité décide, tenant le plus grand compte des préoccupations populaires ainsi que des particularités du contexte socio-économique, d'organiser à la place des concerts de casseroles pour maintenir, amplifier le mécontentement et la défiance populaires à l'égard du Macky, préparer la campagne électorale, appeler à battre massivement dans les urnes le régime de scandales et de misère sociale de Macky Sall. Capitulation, hurlent les loups au pouvoir, désarçonnés en réalité et bien conscients du danger qui les guette : ils ne perdent rien pour attendre ! Presque au même moment, interdiction de la marche de la Fédération des Syndicats de la Santé (F2S) : réplique là aussi des travailleurs à travers l'organisation, en lieu et place, d'un grand rassemblement à l'intérieur de l'hôpital de Fann. Interdire au peuple de lutter, c'est comme vouloir arrêter la mer avec ses bras ! Dans le même temps, l'on interdit aussi aux responsables de la coalition AAR/ Sénégal de simples distributions de flyers à Tambacounda et à Kolda, alors que libre cours est laissé aux hâbleurs de APR/BBY pour dérouler leurs meetings ou autres tapages à Guédiawaye, à Fatick et ailleurs à travers le pays. C'est cela aussi « la Démocratie et la République » version Macky Sall !

2. De l'Etat de droit, de la Constitution et des législatives de 2022

Turpitudes flagrantes à la face de l'Afrique et du monde. Nombre de juristes, professionnels du droit, universitaires de haut rang, observateurs avertis et autres citoyens honnêtes ont largement mis en évidence les illégalités, violations de la Constitution et du Code Electoral, manifestes et grossières, opérées par la Direction Générale des Elections, le Ministre de l'Intérieur, ses gouverneurs et ses préfets, sans oublier, last but not least, le « 7 Sages du Conseil constitutionnel ». L'unanimité est quasi générale : « Le droit que nous enseignons contredit la conception de l'ordre public proposée par le Préfet du département de Dakar. Le droit que nous enseignons s'éloigne du raisonnement abscons du juge constitutionnel sénégalais... Le Conseil constitutionnel n'a pas dit le droit et n'honore pas le monde du droit » (Groupe de 51 universitaires- et idem pour le Manifeste des 102 universitaires) ;

« L'interprétation et l'application du code électoral par le gouvernement et par le Conseil Constitutionnel sont tronquées et crisogènes » (Pr Ibrahima Fall) ; « Les décisions qui ont été prises, aussi bien par Monsieur le ministre de l'Intérieur que par Messieurs les membres du Conseil constitutionnels, sont illégales... » (Me Doudou Ndoye). Les tenants de l'Etat-Parti APR/BBY violent allègrement « les règles du jeu », tout en disant doctement aux autres : « Il faut respecter les règles du jeu » ! Mais quelles règles et quel jeu ? Si Nelson Mandela et le peuple sud-africain s'étaient contentés de respecter les lois du régime d'oppression des Pik Botha et consorts, assisterait-on même aujourd'hui encore dans ce pays, ne serait-ce qu'à un début de démantèlement du système raciste de colonisation, d'apartheid et d'exploitation ? En plus, regrettant certainement d'avoir fait adopter, par referendum en 2016, une révision de la Constitution, disposant en particulier en son Article 27 : « Le mandat du Président de la République est de cinq ans. Nul ne peut effectuer plus de deux mandats consécutifs », Macky Sall veut même « changer, au cours du jeu », « les règles du jeu » qu'il a fait instituer lui-même ! Car à ses yeux à présent, la limitation des mandats n'est pas conforme aux réalités africaines ! Macky Sall, président en exercice de l'Union Africaine, va même jusqu'à s'allier avec des contre-exemples de République et de Démocratie comme les régimes en place au Togo et en Côte d'Ivoire, pour s'opposer à l'adoption, par les quinze Etats de la CEDEAO, de la limitation à deux du mandat présidentiel ! Le peuple sénégalais, toutes sections confondues, est largement averti et vacciné : PAS DE WAX WAXET, PAS DE

3ème CANDIDATURE POUR MACKY SALL EN 2024 !

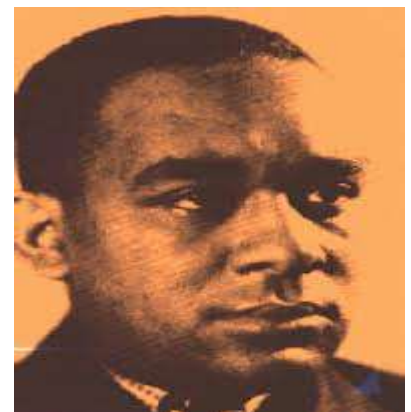
Yoonu Askan Wi pour sa part, dans une Déclaration publique en date du 09 juin 2022, affirmait déjà : « ...Par-delà les problèmes de personne -qui ont certes leur importance, la question essentielle reste le PROJET DE TRANSFORMATION qui mobilise, le combat au service du peuple, sur la voie de la REFONDATION des institutions et de la société, au Sénégal et en Afrique. Aucun Conseil constitutionnel, aucun Etat-Parti, aucun ministre des non-élections, ne pourront empêcher Sonko, ses camarades et ses alliés de FAIRE CAMPAGNE au vu et au su de toutes les populations, à l'intérieur comme à l'extérieur du Sénégal. Mieux, leur motivation, engagement et mobilisation seront redoublés, agissant en leur nom et en celui de l'ensemble des candidat-e-s injustement banni-e-s ou rayé-e-s des listes. Il s'agira aussi, entre autres, de donner une leçon de choses politique, idéologique et éthique autour d'une cause, pas pour des noms, mais surtout et avant tout pour un PROJET de transformation au service de l'intérêt général ... Mobilisation maximale pour les législatives, pour infliger à l'Etat-Parti APR/BBY une défaite mémorable, les yeux résolument fixés sur le cap de 2024. Et sur le terrain, ne négliger aucune unité d'action franche apte à contribuer au contrôle efficace du processus électoral, de l'ouverture des bureaux de vote à la proclamation des résultats, et même au-delà si nécessaire. » Se sachant largement rejetés par les populations, les jeunesses en particulier, Macky Sall et son régime sont en train de jouer leur va-tout pour assurer leur survie par tous les moyens. A cet effet, ils combinent selon les cas et les circonstances, chantage, corruption et achat de consciences, rétentions de cartes et sabotages, fraudes et violences ciblées ... Peine perdue, car wiiri wiiri jaari ndaari, te fii muus du fi naane ñeex !

Les enjeux sont clairs : au-delà des étiquettes formelles et de la simple réclame, il s'agit, ici et maintenant, de choisir en toute connaissance de cause entre deux camps : d'un côté le camp de la servitude volontaire de soumission aux intérêts de l'impérialisme, français en tête, et de la bourgeoisie néocoloniale à son service, de l'autre le camp de la résistance citoyenne pour l'indépendance nationale et la souveraineté populaire effectives, afin que l'Afrique, riche de tout son potentiel humain et de ses immenses ressources naturelles, l'Afrique libre et unie, porte enfin sur ses épaules de géant, le présent et l'avenir du continent, au profit d'abord d'elle-même, de ses propres fils et filles.

LE SECRETARIAT T DE YOONU ASKAN WI

LE RENÉGAT de David DIOP

Mon frère aux dents qui brillent sous le compliment hypocrite
Mon frère aux lunettes d'or
Sur tes yeux rendus bleus par la parole du Maître
Mon pauvre frère au smoking à revers de soie
Piaillant et susurrant et plastronnant dans les salons de la
condescendance
Tu nous fais pitié
Le soleil de ton pays n'est plus qu'une ombre
Sur ton front serein de civilisé
Et la case de ta grand-mère
Fait rougir un visage blanchi par les années d'humiliation et de Mea
Culpa
Mais lorsque repu de mots sonores et vides
Comme la caisse qui surmonte tes épaules
Tu fouleras la terre amère et rouge d'Afrique
Ces mots angoissés rythmeront alors ta marche inquiète :
Je me sens seul si seul ici !



DÉCLARATION DE LA LD DEBOUT !

« On ne peut pas terroriser tout un peuple, on le paye fatalement », cette phrase est du président Macky Sall alors opposant. Depuis son accession au pouvoir, le Président utilise tous les moyens en

son pouvoir pour terroriser, bâillonner, mater, en vue de « réduire l'opposition à sa plus simple expression ». Les mêmes arguments utilisés contre le régime de Abdoulaye Wade sont les mêmes utilisés aujourd'hui pour justifier toutes les bavures contre les populations dont le seul tort est de réclamer le respect de la constitution. N'est-ce pas l'opposant Macky Sall qui disait « le pouvoir a recruté des mercenaires aux mains tâchées de sang venus de Côte d'Ivoire, mais aussi de Guinée et du Nigeria dans le but de commettre des rapt d'opposants et de membres de la société civile » ? Aujourd'hui au pouvoir, il reproche la même chose à l'opposition. Depuis quand se battre pour des avancées démocratiques, pour le respect de la constitution est devenu « actes de terrorisme » ? La mort de François Mancabou, paix à son âme, quelles que soient par ailleurs les circonstances, sera imputée à ce régime répressif qui décerne des mandats de dépôt à tout va. Ce dernier, arrêté chez lui en excellente santé, se retrouvera quelques jours après dans un état comateux, puis déclaré mort dans des conditions sombres.

Le Secrétariat exécutif de LD Debout exige la lumière sur les circonstances ayant entraîné son arrestation ainsi que sa mort.

Le Secrétariat exécutif demande la libération sans conditions des autres détenus et l'arrêt immédiat de la traque de militants de l'opposition dont le seul tort est de chercher à se défendre contre des nervis à la solde de Benno Bok Yakar. Qui ne se souvient pas des appels des responsables de BBY à user de tous les moyens pour contrer des manifestants ? Quid de l'appel de Hameth Suzanne Camara à éliminer physiquement un leader l'opposition ? La LD Debout appelle le peuple à se mobiliser face à cette dictature incarnée par un président aux abois hanté par une troisième candidature.

Elle appelle tous les sénégalaises et sénégalais à aller voter massivement les listes YAW-Wallu pour régler définitivement l'injustice au Sénégal et anéantir tout espoir de 3ème candidature. La majorité à l'Assemblée nationale, seul gage de paix pour le Sénégal.

LE SEN de LD Debout

15/07/22

Communiqué de la Diaspora Casamançaise des Amériques et d'Europe : **CONDAMNATION DE L'ASSASSINAT DE MANCABOU !**

La Diaspora Casamançaise (CasaDiaspora) des Amériques et d'Europe Ramenons la paix en Casamance! Communiqué de presse de la diaspora Casamançaise Objet : Dénonciation et condamnation de l'assassinat lâche et odieux de François Mancabou C'est avec stupeur que la diaspora casamançaise des Amériques et d'Europe a appris la mort du fils de la Casamance Mr François Mancabou le mercredi 13 juillet à l'hôpital principal de Dakar. La diaspora tient d'abord à s'incliner devant la mémoire du disparu et présenter ses condoléances les plus profondes à sa familles, à la communauté Mankagne et aux populations profondément affectées par cet assassinat. Ensuite nous condamnons avec la dernière énergie cet assassinat qui va approfondir davantage la haine de la population envers les forces de l'ordre qui pourtant étaient censées la protéger. La diaspora Casamançaise dénonce la pseudo-autopsie faite à l'insu de la famille du défunt, réprouve les intimidations à l'endroit de celle-ci et les procédures entamées par le procureur de la république qui n'ont pour autre objectif que cacher la vérité et protéger les responsables de ce crime odieux. La diaspora casamançaise assimile cet assassinat à un crime politique odieux et impardonnable. Nombreux sont les sénégalais qui ont témoigné et décrit François Mancabou comme un homme intègre de par son comportement, son parcours professionnel et ses origines. Son exécution ne peut alors être que l'œuvre d'une machination politicienne aux ambitions et objectifs inavoués qui cependant ne laissent aucun doute sur le but visé, faire taire tout témoin encombrant et compromettant. Nous dénonçons une nouvelle fois ce gouvernement du Sénégal pour sa propension aux exécutions extrajudiciaires à l'endroit des casamançais alors que le Sénégal est signataire de la déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui dit : "Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle." Une fois encore, nous interpellons la communauté

internationale, notamment la Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty Internationale et les commissions des droits de l'Homme de l'UA et de l'ONU de mener une enquête profonde afin de déterminer les raisons de cette exécution extrajudiciaire. Nous ne nous laisserons jamais de mettre en garde le gouvernement sénégalais de la nécessité de faire preuve de retenue car les tensions sociales sont au précipice de l'insurrection. Autant, nous lançons un appel aux dignitaires sénégalais pour qu'ils interviennent et éteignent ce feu allumé en Casamance et clairement se propage pour consumer inexorablement tout le Sénégal. Nous vous remercions, La Diaspora Casamançaise, le 19 juillet 2022.

LA MENACE QUI PÈSE SUR LE MALI EST GLOBALE

Seydou Traoré, ancien ministre Mali

ELLE N'EST PAS LE FAIT DES TERRORISTES, ELLE EST ANCRÉE DANS LA VOLONTÉ FAROUCHE DE LA FRANCE D'EMPÊCHER LA DIGUE COLONIALE DE CÉDER DEPUIS LE MALI. SINON, NOUMÉA SUIVRA ! LA FRANCE EST À LA MANŒUVRE SOUTENUE PAR L'OTAN.



LE FRONT OPÉRATIONNEL DE CETTE MENACE GLOBALE EST CONSTITUÉ PAR:

- LA CEDEAO, AVEC PLUS OU MOINS DE VIRULENCE POUR CERTAINS PAYS MEMBRES, DE MÊME QUE L'UA ET L'UEMOA,
- LA MINUSMA,
- LA CINQUIÈME COLONNE, CONSTITUÉE DE MALIENS VIVANT DU SYSTÈME NÉO COLONIAL.

LA RÉPONSE DOIT ÊTRE TOUT AUSSI GLOBALE:

- RETRAIT DU MALI DE L'UEMOA, POUR TUER LE FCFA,
- METTRE FIN À LA MISSION DE LA MINUSMA ET RENFORCER LES RELATIONS BILATÉRALES AVEC LES PAYS AMIS,
- RENFORCER LA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LA RUSSIE AVEC UN ACCORD DE DÉFENSE HOLISTIQUE,
- INTÉGRER LES BRICS OU ÉTABLIR AVEC EUX DES ACCORDS DE COMMERCE DANS TOUS LES DOMAINES. EN ATTENDANT, DÉCRÉTER L'ÉTAT D'URGENCE.

VIVE LE MALI !

MACRON AU CAMEROUN, BÉNIN, GUINÉE BISSAU

La françafrique recherche des supplétifs à Ouattara et Macky

Diagne Fodé Roland

L'échec électoral de Macron aux législatives françaises consécutif aux échecs de ses complots avec ses laquais complices de l'UMEOA/CEDEAO contre le peuple du Mali le conduit à ce voyage de prospection pour remplacer les ténors du « pré-carré » françafricain que sont Ouattara et Macky. Chassé du Mali, Macron fait du Bénin la base de repli de Barkhane et confie à Emballo, l'actuel président en exercice de la CEDEAO, de faire avaler la couleuvre d'une « force d'intervention militaire » dont la mission secrète est d'africaniser la guerre de la françafrique, de l'eurafrique et l'usafrique contre le peuple frère malien et les peuples d'Afrique de l'ouest sous couvert de la sempiternelle « guerre contre le terrorisme ».

De l'UEMOA/CEDEAO des chefs d'Etats néocoloniaux, ils veulent passer à l'UEMOA/CEDEAO des « tirailleurs » pour briser l'élan vers la libération de l'oppression françafricaine entamé par le peuple malien. Le voyage au Cameroun sent aussi la même odeur complotiste contre la République Centrafricaine en plus de préparer l'après du moribond Biya.

Dresser les peuples africains contre la « menace russe et chinoise » est devenu l'atavique obsession de Macron/UE/OTAN pour tenter de reconquérir l'hégémonie spoliatrice néocoloniale que la réaffirmation de la souveraineté nationale du Mali et de la Centrafrique sont entrain de miner en

faisant appel à l'appui militaire de la Russie bourgeoise et en ouvrant leurs marchés nationaux aux capitaux de la Chine. Le multilatéralisme se révèle de plus en plus le tombeau de l'unilatéralisme prédateur de l'Occident impérialiste arrogant et pillleur.

Macron a en tête aussi de chercher à lever les freins mis à ce hold-up en plein vol du nom de l'ECO/CFA qui continue d'alimenter le PIB français à hauteur de 50 % des avoirs des pays des deux zones CFA plus les Comores dans le compte d'opération de la Banque de France intégrée à la Banque centrale de l'UE par les pays de la CEDEAO qui ont leurs propres monnaies nationales.

La françafrrique, l'eurafrique et l'usafrique sont aux abois, les peuples doivent s'en débarrasser en se libérant de leur tutelle criminelle.

NOUS SOMMES EN L'AN 6259 DE L'ÈRE AFRICAINE

TOUS LES 19 JUILLET NOUS FÊTONS LE NOUVEL AN NOIR AFRICAINE (KAMITE), début de l'année des Peuples noirs qui sont à l'origine de l'humanité. Notre calendrier demeure le plus ancien de la terre. Il est l'ancêtre de tous les calendriers que nous connaissons et/ou utilisons, en passant par le calendrier julien (Rome antique), ou encore grégorien (par le pape Grégoire XIII). Ce calendrier originaire d'Afrique (Égypte antique) est le fruit de longues années de recherches sur les phénomènes astronomiques (cycle des étoiles) et naturels (cycles des saisons) par nos ancêtres qui Il y a 6259 ans, nos ancêtres Noirs (Afro-Égyptiens) inventent le calendrier sidéral fondé sur le lever d'une étoile, Sothis (Sirius) qui devenait visible juste un peu avant le lever du soleil.

Autrefois, la célébration du Nouvel An donnait lieu à une grande fête dans toute l'Égypte et chacun offrait des cadeaux à l'autre. Aujourd'hui il s'agit de faire vivre l'identité Noire Africaine et se réapproprier l'espace qui appartient aux Peuples Noirs.

CHEIKH ANTA DIOP à propos du calendrier égyptien : « Comme pour la géométrie, les Égyptiens ont été les inventeurs exclusifs du calendrier, celui-là même, à peine réformé, qui règle notre vie d'aujourd'hui, et dont NEUGEBAUER dit « qu'il est vraiment le seul calendrier intelligent qui ait jamais existé dans l'histoire humaine »...

« Ils ont inventé l'année de 365 jours se décomposant ainsi : 12 mois de 30 jours = 360 jours, plus 5 jours épagomènes, correspondant chacun à la naissance d'un des dieux égyptiens suivants : Osiris, Isis, Horus, Seth, Nephtys. Ce sont ceux-là mêmes qui vont donner naissance au genre humain et inaugurer le cycle des temps historiques : Adam et Eve ne sont que les répliques bibliques d'Osiris et Isis. L'année est divisée en 3 saisons de 4 mois, le mois en 3 semaines de 10 jours qui ne chevauchent pas sur les mois; le jour en 24 heures. Les Égyptiens savaient que cette année civile était trop courte, qu'il lui manquait un quart de jour pour correspondre à une révolution sidérale complète. Aussi dès 4236 av. J-C. (l'imagination reste pétrifiée), ils avaient inventé un second calendrier astronomique fondé précisément sur ce retard ou décalage, d'un quart de jour par an, du calendrier civil de 365 jours, par rapport au calendrier sidéral ou astronomique. Le retard ainsi accumulé au bout de quatre ans est égal à un jour. Au lieu d'ajouter un jour tous les quatre ans et d'instituer une année bissextile, les Égyptiens ont préféré la solution magistrale qui consiste à suivre ce décalage pendant 1460 ans. Par conséquent, c'est la cause même de l'année bissextile qui est à la base du calendrier sidéral égyptien; les Égyptiens ont préféré "rectifier" tous les 1 460 ans au lieu de le faire tous les 4 ans; celui qui peut le plus peut le moins, donc contrairement à une opinion répandue, ils connaissaient bien l'année bissextile. Mais ce qui est le plus étonnant encore, c'est que les Égyptiens avaient (observé?) calculé également que cette période de 1 460 ans du calendrier sidéral est le laps de temps qui sépare deux levers héliaques de Sirius, l'étoile fixe la plus brillante du ciel dans la constellation du Grand Chien; on distingue ainsi l'apparition simultanée de Sirius et du Soleil sous la latitude de Memphis. Donc, le lever héliaque de Sirius, qui a lieu tous les 1 460 ans, coïncidant avec le premier de l'an dans les deux calendriers, est le repère chronologique absolu qui est à la base du calendrier astronomique égyptien; et l'on se perd en conjectures pour savoir comment les Égyptiens ont pu arriver à un pareil résultat dès la Protohistoire, car on sait de façon certaine que ce calendrier sidéral était en usage dès 4236 av. J.C. A supposer qu'un phénomène céleste aussi fugace que le lever héliaque de Sirius ait retenu accidentellement l'attention des

Égyptiens dès le IV^e millénaire, comment pouvaient-ils deviner et vérifier sa périodicité rigoureuse, à quelques minutes près, sur un laps de temps de 1 460 ans, et fonder ainsi leur calendrier sur cette base ? Sont-ils arrivés à ce résultat par des voies empiriques ou théoriques ? Assurément les ravaleurs de la civilisation égyptienne ont du pain sur la planche ! La longueur de la période considérée étant sans commune mesure avec celle de la vie humaine, il faudrait des dons de magicien pour trouver une solution empirique à un tel problème.

Lorsque les Romains conquièrent l'Égypte, en 47 av. J.-C., César réforma le calendrier égyptien en y introduisant le réajustement tous les 4 ans (année bissextile), et ce fut l'origine du calendrier actuel. On a dit que les Égyptiens ignoraient la notion d'ère et que l'année civile était flottante. C'est oublier que le pharaon avait créé un service national présidé par le grand vizir, le plus haut fonctionnaire de l'État égyptien, et consacré uniquement à l'observation des levers de Sirius : ainsi, les astronomes égyptiens avaient dressé des tables permettant de suivre chaque année l'écart entre l'année du calendrier civil et l'année astronomique sur laquelle venaient se projeter les événements historiques, comme sur une échelle de chronologie absolue.

Tous les événements d'importance historique de l'année civile pouvaient faire l'objet d'une datation, d'un double repérage; c'est ainsi qu'on a relevé quatre dates doubles, chacune d'elles étant connue à 4 ans près, étant donné ce qui précède. On a nettement ici l'impression que les trois dernières dates relatives à l'histoire égyptienne correspondent bien à une fixation sur l'échelle de chronologie absolue, à un repérage sur cette échelle d'événements aussi importants que les débuts de règnes, précisément, de tel ou tel pharaon. Or, compte tenu de la longueur de la période du calendrier sidéral, il n'en a pas fallu plus de 4 pour couvrir la durée de l'histoire de la civilisation égyptienne. Ainsi, apparaît-il clairement que le repère de chronologie absolue, pour les Égyptiens, était le nombre de levers héliaques de Sirius. Donc, jusqu'à nos jours, avec le calendrier sidéral égyptien, qui pourrait très bien être remis en vigueur, l'humanité, en tout cas l'Afrique, dispose d'une échelle de chronologie absolue devant laquelle l'ère chrétienne, l'hégire, les divers repères sont tout à fait relatifs.

A côté des calendriers civils et sidéraux, les Égyptiens utilisaient d'autres calendriers, le calendrier liturgique, par exemple, reposant sur les lunaisons et servant à déterminer les fêtes religieuses. De la sorte fut inventée la méthode de prédiction des phases lunaires décrite dans le Papyrus Carlsbeg 9, pour la fixation des fêtes mobiles. Si un lever héliaque a eu lieu en 139 après J.-C., on peut en déduire que d'autres, séparés par une période de 1 460 ans, ont eu lieu en 1318-1321 av. J.-C., 2778-2781, 4239-4241. Ces dates ont été obtenues grâce aux dates doubles et à la connaissance de la courbe de Sirius. Le choix du lever héliaque comme repère astronomique de chronologie absolue n'a rien à voir avec le repérage proprement dit du début de l'inondation, pour la simple raison qu'en 4236 av. J.-C., au moment où le calendrier fut inventé, le lever héliaque se situait en dehors de la saison de l'inondation, et ne pouvait donc annoncer celle-ci; seuls soutiennent cette idée, les ravaleurs qui voudraient ramener le calendrier sidéral égyptien au niveau d'une routine agraire. Ils sont aussi les adeptes de la "chronologie courte", qui situe l'invention du calendrier à 2778 av. J.-C., au lieu de 4236 av. J.-C., qui correspond à la "chronologie longue", la plus ancienne date de l'histoire (MEYER). Ils s'appuient sur le fait que la plus ancienne date double citée par les documents égyptiens qui nous soit parvenue est la fête qui eut lieu l'an 7 du règne de Sésostri III, soit entre 1885 et 1882. On sait aujourd'hui que l'hypothèse de la chronologie courte est absurde et insoutenable pour plusieurs raisons. En effet, si le calendrier avait été inventé en 2778, l'événement

Agri-Cycle	Kemetic		Gregorian
 Akhet Harvest	Tehuti	1	January
	MenKhet	2	February
	HetHeru	3	March
	Renutt	4	April
 Shemu Inundation	ShefBdet	5	May
	Rekh-Nedjs	6	June
	Rekh-Wr	7	July
	Ka-Her-Ka	8	August
 Pert Planting Seeds	Khenti-Kheti	9	September
	Khonsu	10	October
	Ipet	11	November
	Mes-Ra	12	December
	Wep Renpet		5 Days Over

aurait coïncidé avec le règne de Djozer, divinisé par la tradition et par les Grecs en particulier. Cette invention particulièrement brillante d'un calendrier sidéral n'aurait pas manqué d'être associée à sa légende par la tradition. D'autre part, le fait se situerait en pleine époque historique, l'histoire nous aurait conservé au moins une allusion à ce sujet. Enfin, sur une tablette en ivoire dans une tombe de la première dynastie (3300 av. J.-C.) à Abydos, Sirius est saluée comme l'étoile qui ouvre la nouvelle année et qui apporte l'inondation : cela montre bien que le calendrier sidéral était déjà en usage et par conséquent la date de -4236 apparaît comme une certitude. On fait remarquer que cette dernière date est nécessaire pour loger les 90 rois qui ont précédé Sésostri III » (CHEIKH ANTA DIOP, Civilisation ou Barbarie – Anthropologie sans complaisance, Paris, Édition Présence Africaine, 1981. Pages 354 à 357).

Les Peuples noirs sont de plus en plus nombreux à célébrer leur Nouvel An Kamite en s'affranchissant des organisations négrophobes propagatrices d'illusions aliénantes.

Dans le monde différents Nouvel An sont célébrés chaque année à des dates diverses. Il y a le Nouvel An chinois, le Nouvel An coréen (Seollal), le Nouvel An vietnamien (le Têt), le Nouvel An hébreu (la Roch Hachana), le Nouvel An perse (Newroz), le Nouvel An mongol (le Tsagaan Sar), le Nouvel An bouddhique (Sonkran), le Nouvel An orthodoxe, le Nouvel An musulman (l'hégire), le Nouvel An tibétain (le losar), le Nouvel An berbère (yennayer), la Saint-Sylvestre etc...

Nous ne devons pas nous contenter d'apprécier l'héritage de nos ancêtres sous le prisme de l'expérience particulière de ceux que Nous avons autrefois civilisés. Nous seuls sommes habilités à écrire Notre Histoire.

PASSEMA ENDJIAGO

L'Afrique du Sud demande qu'Israël soit déclaré « État d'apartheid »

Par Thabi Myeni, le 26 juillet 2022

Le gouvernement sud-africain est resté un solide allié de la Palestine, apportant un soutien matériel et public à la cause de sa libération.

Le gouvernement sud-africain s'est dit préoccupé devant l'occupation qui continue par Israël de « parties importantes de la Cisjordanie » et le développement de nouvelles colonies dans cette région, qui « sont des exemples flagrants de violations du droit international », alors que le conflit israélo-palestinien qui dure depuis si longtemps se poursuit.

« Le récit palestinien évoque des expériences de la propre histoire de ségrégation raciale et d'oppression de l'Afrique du Sud », a déclaré Mme Naledi Pandor, ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération, lors de la deuxième réunion des chefs de mission palestiniens en Afrique, qui s'est tenue dans la capitale, Pretoria.

« En tant que Sud-Africains opprimés, nous avons fait l'expérience des conséquences de l'inégalité raciale, de la discrimination et du déni, et nous ne pouvons pas rester passifs pendant qu'une autre génération de Palestiniens est laissée pour compte » dit-elle.

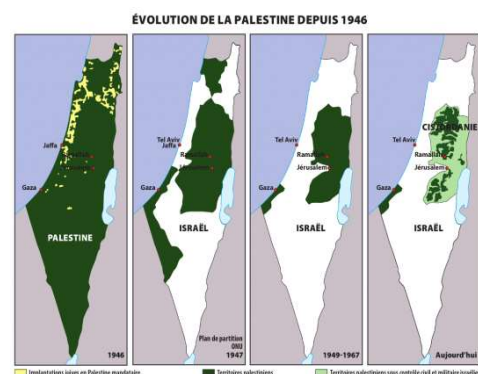
Mme Pandor déclare que Pretoria estime qu'Israël devrait être classé comme État d'apartheid, et que l'Assemblée générale des Nations unies (AGONU) devrait créer un comité pour vérifier s'il satisfait aux exigences.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riad Malki, qui participait au forum, s'est exprimé après la session auprès de la chaîne publique de radio et de télévision South African Broadcasting Corporation (SABC)

« S'il y a un ou plusieurs pays qui peuvent comprendre la souffrance et la lutte pour la liberté et l'indépendance de la Palestine, c'est bien le continent africain et le peuple d'Afrique » déclare Malki.

Des liens qui unissent

La première ambassade palestinienne en Afrique du Sud a été accréditée en 1995, marquant le début des relations diplomatiques entre les deux pays. Au fil des années, le gouvernement sud-africain est



resté un allié ferme de la Palestine, apportant un soutien à la fois matériel et public à sa cause de libération.

« Notre position sur la Palestine a toujours été claire, cohérente et convergente avec la communauté internationale » affirme Mme Pandor.

Selon un rapport récent du Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme, une organisation civile qui a son siège dans la bande de Gaza, au cours des 15 dernières années, ce sont à peu près 5418 Palestiniens qui ont été tués par les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza assiégée, incluant 1246 enfants et 488 femmes.

Une récente commission d'enquête des Nations unies chargée d'enquêter sur les violations commises dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est, a établi dans son rapport qu'Israël est responsable de violations graves des droits humains à l'encontre des Palestiniens.

« Ces rapports sont importants pour sensibiliser le monde entier aux conditions auxquelles les Palestiniens sont soumis, et ils donnent foi et soutien à un nombre écrasant de preuves factuelles qui, toutes, indiquent le fait que l'État d'Israël commet des crimes d'apartheid et de persécution contre les Palestiniens » , a déclaré Mme Pandor en faisant référence aux rapports.

Une campagne mondiale pour Shireen

Mme Pandor a été la première des représentants du gouvernement sud-africain à dénoncer le meurtre de la journaliste palestino-américaine d'Al Jazeera, Shireen Abu Akleh, en mai dernier, par les forces israéliennes lors d'un de leurs raids en Cisjordanie.

Au moment de la mort de Shireen Abu Akleh, elle a comparé la violente perturbation de son cortège funéraire par la police israélienne à la cruauté de l'armée sud-africaine de l'apartheid.

Après la session de conférence de mardi, elle a déclaré à la SABC que « nous ne pouvons pas laisser la question de Shireen Abu Akleh telle quelle » .

« Nous allons mettre en avant la cause palestinienne à l'Assemblée générale des Nations unies, et nous avons besoin aussi que la société civile se joigne à nous » déclare Mme Pandor.

Global Times, journal du Parti Communiste de Chine (PCC) parle de défaite US/OTAN en Ukraine

Après quatre mois de guerre, le *Global Times*, organe anglophone du Parti Communiste Chinois analyse la guerre en Ukraine et les calculs US :

“Les États-Unis sont-ils confrontés à un puits sans fond d'aide militaire alors que la crise ukrainienne s'éternise ?” demande le journal, qui poursuit:

“La crise entre la Russie et l'Ukraine se poursuit sans qu'une fin soit en vue. Bien que le président américain Joe Biden ait promis de rester aux côtés de l'Ukraine “aussi longtemps qu'il le faudra”, la guerre et la lassitude à l'égard de l'Ukraine ont été constatées aux États-Unis et chez nombre de leurs alliés occidentaux, avec l'émergence de crises énergétiques et alimentaires, la montée en flèche de l'inflation et les dépenses massives pour l'Ukraine.

En réaction, les doutes se multiplient quant à la durée du soutien des États-Unis et de l'Occident à l'Ukraine. *Par exemple, le New York Times a cité samedi [9 juillet] des responsables et des analystes américains affirmant qu'il serait difficile pour les États-Unis et leurs alliés de maintenir le même niveau de soutien matériel alors que la fatigue de la guerre augmente des deux côtés de l'Atlantique.*

“À l'origine, les États-Unis avaient l'intention d'exploiter l'Ukraine comme un pion essentiel pour affaiblir la Russie. Ironiquement, au lieu d'entraîner la Russie, la situation a été utilisée par Moscou, à son tour, pour coincer les États-Unis et les pays occidentaux.” Song Zhongping, *expert militaire et commentateur de télévision chinois, a déclaré au Global Times* : *“La stratégie des États-Unis pourrait se retourner contre eux. À en juger par la situation actuelle, il est devenu de plus en plus difficile pour l'Ukraine de vaincre la Russie. Plus la crise ukrainienne durera, plus elle sera préjudiciable aux États-Unis et à l'Occident.”*

Plusieurs médias américains ont exprimé leur inquiétude quant aux dépenses massives des États-Unis en Ukraine. Fox News a rapporté samedi que les fonds engagés jusqu'à présent par les États-

Unis à Kiev ont déjà dépassé le coût total des États-Unis au cours des cinq premières années en Afghanistan.

Contrairement à la guerre en Afghanistan, qui a été lancée et menée par les États-Unis, le conflit Russie-Ukraine est une guerre par procuration contre la Russie menée par les États-Unis, qui implique de nombreux éléments incontrôlables. Dans ce contexte, “les États-Unis et leurs alliés découvriront bientôt que leur soutien à l’Ukraine est en fait un puits sans fond et finiront par en supporter les conséquences”, a noté M. Song.

Vendredi, l’administration Biden a annoncé un autre plan de retrait militaire de 400 millions de dollars pour l’Ukraine, qui tente de repousser les avancées russes, ajoute Fox News.

La pratique de Washington consistant à retirer ses propres articles et services de défense pour soutenir l’Ukraine n’est guère plus que de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Lorsque Washington espère augmenter ses dépenses de guerre pour aider l’Ukraine, il doit réduire d’autres parties de son programme de défense.

L’aide massive nécessaire pour soutenir l’Ukraine a placé les États-Unis face à un dilemme. Si les États-Unis continuent à soutenir l’Ukraine dans cette guerre par procuration, celle-ci constituera un fardeau de plus en plus lourd pour les États-Unis, ce qui aura pour effet de freiner davantage l’économie américaine et de faire grimper l’inflation. Mais si Washington abandonne à mi-chemin, tout son soutien antérieur sera réduit à néant. Les États-Unis, qui sont à l’origine de la crise ukrainienne, se tirent une balle dans le pied.

Les États-Unis ont autorisé 54 milliards de dollars d’aide militaire et autre à l’Ukraine, mais les doutes persistent quant à savoir si les fonds sont suffisants pour soutenir le pays; tandis que dans l’UE, son plan d’aide à l’Ukraine a rencontré des obstacles importants, une proposition récente d’un milliard d’euros étant bloquée par l’Allemagne qui a bloqué un paquet plus important de près de 9 milliards d’euros. De plus en plus de personnes aux États-Unis et en Occident se rendront compte que, comme il est difficile pour l’Ukraine d’obtenir un succès contre la Russie, une aide occidentale massive à l’Ukraine ne leur apportera rien et ne fera que déclencher davantage de problèmes. Une proportion croissante de la population aux États-Unis et en Occident se rendra bientôt compte qu’il sera difficile de maintenir le même niveau d’aide à l’Ukraine.

“Un plus grand nombre de pays de l’UE ont commencé à envisager de se retirer. Tout comme les États-Unis”, a déclaré M. Song. Les États-Unis et l’Occident ont peut-être, finalement et de manière embarrassante, compris de quel côté ils ont glissé dans le borbier.”

Donc le *Global Times* prédit ouvertement la défaite des États-Unis face à la Russie. Song Zhongping, qui est cité ici, est un analyste et commentateur militaire chinois de premier plan – et un professeur diplômé de l’Université d’ingénierie de l’Armée Populaire de Libération. M.K. Bhadrakumar souligne que cet article est paru trois jours seulement après la conversation de cinq heures que Blinken a eue avec Wang Yi à Bali le 8 juillet pour explorer les possibilités de détente. Pékin sent que Biden négocie en position de faiblesse.

INTERVIEW DU PÔLE DE RENAISSANCE COMMUNISTE/FRANCE **RÉPONSE DE ROLAND DIAGNE,** **MILITANT DU CHB/RASSEMBLEMENT COMMUNISTE**

1) Tu cèdes ton rôle de porte-parole du CSP 59. Quel bilan en tires-tu ?

Ma retraite est professionnelle après 37 années d’éducation nationale et des « réformes » de la retraite qui plombent ma pension. L’État n’a pas respecté le contrat moral statutaire de départ lors de mon embauche. Vivement la victoire par la grève pour une retraite à 60 ans avec taux plein pour nos jeunes.

Au CSP59 il s’agit d’un relais dans la longue marche des sans papiers, travailleurs les plus exploités de France, pour la régularisation. Nous étions quatre (4) porte parole du CSP59 élus par les sans papiers en 1996, donc je ne suis que l’un et le plus connu qui a symbolisé cette fonction durant les 26 ans de lutte. Mon camarade Saïd Bouamama prend donc le relais en devenant à ma place la face visible du CSP59.

1996 – 2022 : le combat social, citoyen, anti-raciste et antifasciste a obtenu directement entre 10.000 à 15.000 régularisations (une estimation) et a marqué d'une empreinte indélébile la scène socio-politique de l'agglomération Lilloise, voire la région 59/62. Tous les mercredis à 18h Place de la République à Lille, les sans papiers se sont donnés et continuent de se donner rendez vous pour chanter, crier, protester, revendiquer au son de la Derbouka ou parfois du Djembé devant la Préfecture. C'est l'antidote de la visibilité collective qui permet de contrer les mensonges médiatiquement répandus pour les exclure de la vie sociale et démocratique et les présenter comme dangereux alors qu'ils sont en danger. Sarkozy ministre de l'intérieur a même tenté de faire interdire cette manifestation devenue traditionnelle par le Tribunal, mais la justice l'a sanctuarisé au point que c'est actuellement la seule manifestation qui passe en centre ville dans les rues piétonnes de Lille.



La lutte des sans papiers à Lille, c'est des centaines d'occupations de bâtiments publics ou patronaux, 14 grèves de la faim, dont une virtuelle, des marches Lille - Paris ou Marseille - Paris ou Bruxelles – Paris ou encore des marches régionales ou départementales à l'instar de celle en solidarité avec les victimes de la Tornado dans le sud du département (Maubeuge) en 2008 auxquelles ont été remis 1000 euros.

C'est aussi des milliers de tracts, d'affiches, de journaux d'agit-prop expliquant que c'est le système économique d'exploitation de l'humain par l'humain qui produit des lois fabricant des humains illégaux parce qu'étrangers chassés de leurs pays par des dictatures civiles ou militaires, la misère subie par le pillage des richesses et de l'environnement naturel par les Multinationales et par les guerres de destruction massive de l'OTAN. Ces lois traduisent un racisme d'État qui met à la disposition d'un patronat véreux qui fraude le fisc une main d'œuvre sans droits ainsi utilisée pour organiser la concurrence de tous contre tous sur le marché du travail afin de baisser ce qu'ils appellent « le coût du travail ». La fabrication de Sans Papiers 5, 10, voire plus ans prisonnier du travail dissimulé par les patrons est équivalent à une forme de « délocalisation » sur place pendant de l'autre délocalisation, celle qui consiste à promener les activités des grands groupes capitalistes à travers la planète à la recherche des bas salaires.

Bien entendu, le CSP59 a affrété à chaque manifestation nationale de la Coordination Nationale des Sans Papiers (CNSP) des bus pour y participer ainsi que pour certaines mobilisations nationales syndicales interprofessionnelles à Paris sans oublier les descentes à Calais dans la « jungle » devenue la nouvelle frontière barricadée anglaise en France.

Il n'y a pas une seule manifestation sociale, anti-raciste, antifasciste, voire culturelle – syndicale, associative, paysanne – sur Lille qui n'ait pas connu une présence massive (près de 1000) ou symbolique (quelques dizaines) des sans papiers selon les générations en lutte. A chaque licenciement ou fermeture d'entreprises dans l'agglomération Lilloise, à l'instar de la Seita ou Lever, les Sans Papiers ont organisé des actions de solidarité pour bien signifier la nature de classe de leur propre lutte.

C'est ainsi que le CSP59 avec ses partenaires associatifs Mrap, Ldh, Cimade, Secours Catholique appuyé par le mouvement syndical CGT, SUD, FSU ont pu constituer un front face à la Préfecture pour y exercer le droit à la défense argumentée des dossiers des sans papiers. En 2004, nous avons ainsi obtenu par la lutte l'accord Delarue du nom de ce conseiller d'État envoyé par le gouvernement pour signer avec nous un protocole d'accord mettant fin à la grève de la faim des 593 par leur régularisation et instituant un processus de construction de la régularisation pour ne pas désespérer les victimes du racisme d'État que sont les Sans Papiers.

2) Quelles perspectives vois-tu à la lutte des sans papiers dans ce pays et cette UE en proie à une inquiétante fascisation ?

La perspective, c'est continuer à se battre pour la régularisation malgré le contexte de fascisation actuelle en France avec un parti fasciste que certains continuent d'euphémiser en « extrême droite » comme si le fascisme est une exclusivité italienne ou allemande. Non il existe bel et bien un

fascisme Français qu'il faut combattre comme tel sinon la répétition qui menace de l'adage du Pasteur luthérien Heinrich Niemöller risque d'être une comédie tragique pour tout le monde du travail et le peuple de France pour paraphraser Marx.

Le CSP59 va continuer sa lutte pour les papiers pour tous tout en poursuivant, même temporairement affaibli comme actuellement, sa ligne de visibilité collective pour sensibiliser les autres travailleurs Français et immigrés légaux et se solidariser avec eux dans le combat de classe, la défense des intérêts matériels et moraux du monde du travail, l'antiracisme ce poison diviseur et le fascisme cette arme ultime des patrons pour mâter le peuple.

Le massacre récent à Melilla par les polices maroco-espagnoles, les « murs » dressés par Frontex qui font de la Méditerranée et de l'Atlantique des cimetières à ciel ouvert des migrants, exilés, réfugiés, tous sans papiers à l'arrivée sont l'autre face de la misère, du pillage des richesses, des dévastations écologiques, des guerres que font les Etats des Multinationales impérialistes dans les pays opprimés, les néocolonies d'Afrique, d'Amérique du Sud. Non seulement les souverainetés nationales des pays d'émigration sont bafouées, leur développement empêché et les guerres y sont menées, notamment pas l'OTAN, mais en plus les régimes apatrides néocoloniaux qui y sont imposés par l'impérialisme obéissent servilement aux diktats libéraux de la Banque Mondiale, du Fond Monétaire International et de l'OMC tout en s'érigeant en protecteurs sous traitants externalisés des frontières de l'UE pour l'Afrique et le Moyen-Orient ou des Etats-Unis pour l'Amérique du Sud.

Le CSP59 est l'organisation pour lutter dont se sont dotés ceux et celles qui sont sur place en France et qui n'acceptent pas d'être utilisés indéfiniment comme une variable d'ajustement du marché du travail par la mise en concurrence avec les travailleurs légaux Français et Immigrés et qui veulent ainsi vivre de leur travail dans la légalité et la dignité.

Donc la seule perspective est que la lutte continue pour les papiers, contre le racisme et le fascisme avec nos partenaires associatifs Mrap, Ldh, Cimade, Secours Catholique en lien avec les syndicats CGT, SUD, FSU et élargi à la JC, la Jeune Garde, FSE, SELA CGT, etc comme front antifasciste.

3) Tu prends aussi ta retraite en tant que prof de LP. Comment le métier a-t-il évolué pendant que tu étais en exercice ?

Je suis entré en 1985 dans l'Education Nationale, d'abord comme Maître Auxiliaire puis comme titulaire et depuis malgré nos grèves et manifestations, force est de constater que nous avons subi régression sur régression. La « grande maison » comme je l'appelle a beaucoup changé en mal. Les classes de plus en plus surchargées, les programmes rabougris, les moyens dégradés, les chefs d'établissement avec toujours plus de pouvoir et formatés pour manager, les formations au rabais, la non prise en compte de la misère sociale subie par les familles et nos élèves, les salaires bloqués, les avancements d'échelons ralentis, le statut de fonctionnaire malmené, l'entrée de plus en plus en masse de la précarité (cdd et cdi), la privatisation rampante de plus en plus accélérée, etc.

Le rapport des forces des anciens qui avait permis collectivement des conquêtes sociales et démocratiques dans l'Education Nationale et ailleurs a été inversé. Le corporatisme fortement soumis à l'individualisation, le formatage idéologique et le déclassement sont entrés en force dans la « grande maison » parce que le mouvement syndical réformiste y est dominant. La bourgeoisie parle de « crise de vocation » pour culpabiliser les enseignants, sabrer le statut et à terme privatiser. Le lycée pro qui forme au métier et à la citoyenneté, voire au syndicalisme où j'ai finalement enseigné en tant que titulaire est en voie de liquidation au profit de « l'apprentissage », cette arme de conditionnement pro-patronal des futurs ouvriers, d'implosion du smic et de mise à disposition des patrons de nos enfants. Bref, l'école va mal tout comme la société va mal parce que subissant la crise systémique du capitalisme impérialiste qui détruit tous les conquits sociaux et démocratiques de nos anciens.

4) Que penses-tu de la manière dont les syndicats enseignants ont mené la lutte pendant tout ce temps ?

Le mouvement syndical enseignant tout comme le mouvement syndical interprofessionnel sont minés par l'hégémonie des réformistes qui sont à leur tête. Au lieu d'approfondir l'opposition entre réformistes et révolutionnaires comme avant, on assiste à une convergence entre les réformistes à

travers la formule autocratique de « syndicalisme rassemblé » et l'adhésion à la succursale syndicale de l'UE (Union des capitalistes européens et de leurs Etats) qu'est la CES. L'abandon par la CGT de la FSM a été un tournant vers la conciliation entre syndicats pro-patronaux et syndicats indépendants des travailleurs. Voilà d'où vient ce cumul des défaites syndicales depuis le milieu des années 90. On se souvient qu'en 1995, les cheminots et la RATP avaient mené la grande bataille défensive de classe suivis des autres secteurs du monde du travail contre l'offensive libérale socialement dévastatrice, puis il y a eu la parenthèse du CPE avec les étudiants et élèves soutenus par la CGT, SUD, FSU qui a fait reculer le pouvoir, mais depuis lors c'est défaite sur défaite. Mais les bases commencent à relever la tête à l'instar de la bataille contre la loi travail en 2016, puis ce sont les précaires non syndiqués qui à l'instar des Gilets Jaunes se sont lancés dans une belle résistance durant plus d'une année, beaucoup de luttes se mènent et parfois gagnent dans les boîtes, dans les quartiers populaires ça bouge aussi, etc. Le gros problème est que les directions réformistes freinent et empêchent les convergences des luttes. Le réformisme émiette et éparpille les luttes, c'est en cela qu'il sert les milliardaires contre le monde du travail. L'équation posée et à résoudre est de faire déboucher le « tous ensemble » auquel tous aspirent. Pour y arriver, il faut reprendre la lutte des idées, la lutte idéologique dans les organisations prolétariennes contre le réformisme de droite et de gauche et recréer ainsi dans le mouvement ouvrier l'hégémonie culturelle de la lutte des classes comme moteur des transformations révolutionnaires pour abattre le système prédateur qu'est l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

5) Comment vois-tu la préparation du prochain congrès de la CGT, dont tu es membre ?

Je suis encore pour mon dernier mandat membre des Commissions Exécutives de la Ferc-CGT, de l'UD CGT 59, de l'UL CGT de Tourcoing et de la CGT Educ'Action 59. A ces différents niveaux, nous allons préparer le 53ème congrès confédéral CGT. Nous ferons tout pour que la base ait son mot à dire sur la stratégie réformiste, inefficace, nuisible et de plus en plus contestée de la direction confédérale. Ce congrès doit être l'occasion pour la base militante, celle qui se bat au quotidien, fait grève et dont l'attente du « tous ensemble » est toujours déçue de faire prévaloir sa volonté démocratique de stopper les attaques anti-sociales et antidémocratiques, voire fascistes pro-MEDEF et UE répétées des libéraux qui, non seulement copie, mais font le lit du fascisme, notamment par l'odieuse politique qui désigne les musulmans, les immigrés, les sans papiers comme boucs-émissaires des maux socio-économiques et la funeste « américanisation » culturelle hollywoodienne que nous impose la « mondialisation » libérale fascisante sous domination US. Déjà au congrès dernier, nous avons fait introduire dans les documents CGT le nom de la FSM, plusieurs syndicats et UL y retournent à partir du principe de la double appartenance. Il faudra batailler ferme pour ancrer dans la CGT contre l'écologisme petite bourgeois comme le dit Marx que le « capitalisme détruit par l'exploitation l'humain et la nature », contre le féminisme petit bourgeois que le patriarcat est une arme d'oppression capitaliste de la femme travailleuse et de division du prolétariat source du profit maximum de la bourgeoisie, que le racisme négrophobe, arabophobe, romophobe et islamophobe est aussi une terrible arme de destruction de l'unité des 30 % des post-coloniaux et des 70 % des autochtones qui forment la classe laborieuse en France. Sur la base de ces positions de classe, la CGT doit élaborer une stratégie de lutte convergente d'union à la base des travailleurs contre les obstacles que constituent le réformisme de compromission avec le grand patronat du Medef engagé dans l'alliance patronale de l'UE pour détruire les conquies sociaux et démocratiques et participer à l'oppression des peuples avec les milliardaires étatsuniens.

6) Lors de ton discours de départ, tu as insisté sur la nécessité de reconstruire un parti communiste. Comment envisages-tu cette reconstruction ?

Cette mise à l'honneur surprise à l'occasion de ma retraite professionnelle dans la grande salle polyvalente de la Bourse du Travail des associations (Collectif Afrique/IDM, Mrap, Ldh, Cimade, Secours Catholique), syndicats (CGT), CSP59, Pastef du Sénégal, Union des Travailleurs Sénégalais en France, France Cuba, AFPS et des mouvements communistes (CHB/RC, ANC, PRCF), donc de toutes les luttes dans lesquelles je suis impliqué comme militant m'a surpris d'autant plus que d'habitude cela se fait à titre posthume. Mais manifestement le besoin de le faire

s'est fait sentir comme je l'ai compris par les centaines d'appels reçus des absents pour s'excuser. J'ai pensé fortement à mes camarades décédés après l'effet de surprise comme je l'ai dit : Mohamed Tabouré de Sanfin/La Nuée du Mali, Assane Samb et Birane Gaye de Ferñent/L'Étincelle du Sénégal sans oublier Jean Messiaen, Jean Luc Sallé du CHB puis de l'URCF/ PCRF avec Maurice Cukierman, René Lefort du PRCF, ma mamie Suzanne Calonne, Lola, Raymonde, Pierre Levy, Yves Dillies, Nordine Zenine du PADS Algérien, etc.

Ajouter à cette liste les camarades du CSP59 et de la Coordination Nationale des Sans Papiers : Romain Binazon dont le local porte le nom, Rudolphe Bkouche, Jean Marc Lavigne, Bertrand Deconnick, etc.

Comme l'ont si bien expliqué mes camarades William Roger et Saïd Bouamama, « le moteur de l'engagement de Roland dans toutes ces luttes représentées dans cette salle est le communisme ». En effet, de 1979 à la fondation de Vive le Marxisme-Léninisme puis 1983 celle de Ferñent/L'Étincelle à mon arrivée en France en 1984 après un mois de prison et 6 mois de liberté provisoire pour avoir mobilisé les populations de la ville de Tambacounda contre une épidémie de méningite camouflé en paludisme, le communisme a été et est à la base de mon engagement militant. Et comme ils l'ont dit, c'est ainsi qu'avec des communistes de la diaspora africaine et du PCF nous avons mis en place dès 1987/88 le Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire pour, à la fois, réhabiliter le PCF historique du congrès de Tours, les conquêtes du Front Populaire et de la Résistance, défendre, propager les véritables leçons d'Octobre 17, l'URSS, l'Internationale Communiste et contribuer à la reconstruction communiste en France tout en jetant un lien internationaliste avec l'Afrique par Sanfin/La Nuée du Mali et Ferñent/L'Étincelle. C'est ainsi que dès 1985 à l'arrivée de Gorbatchev à la tête du PCUS nous avons conclu que la « perestroïka » et la « glasnost » allaient conduire à la restauration du capitalisme en URSS et dans les pays du camp socialiste d'Europe et accélérer le processus de social démocratisation et de scission du mouvement communiste en France, en Europe et dans le monde d'avec les communistes révolutionnaires. La chape de plomb non matérialiste dialectique des débats du MCI entre krouchtchéviens, maoïstes des années 60 et 80 va sauter, les interprétations erronées de droite et de gauche du 7ème congrès de l'IC vont se révéler au grand jour et peu à peu à travers la lutte des classes et la lutte idéologique l'unité des communistes révolutionnaires pourra se forger à nouveau.

Ce travail ardu, nous l'avons mené avec des hauts et des bas en développant la tactique du « pied dedans et dehors » du PCF dont la direction est totalement révisionniste et social démocratisée. Nous l'avons mené dans la Coordination Communiste nationale jusque vers 2000. A la fois organiser les communistes qui quittent le PCF et ceux et celles qui veulent devenir communistes sans avoir jamais adhérer au PCF, mais garder le lien avec ceux et celles restés dans le PCF pour développer l'unité d'action à la base et entre les différentes organisations nées des départs successifs à chaque tournant dans la marche vers la social démocratisation du PCF.

Nous continuons ce travail d'unité d'action pour rassembler les communistes révolutionnaires de France avec le PRCF, l'ANC, le PCRF à travers des déclarations communes et des débats idéologiques fraternels. Travail complexe qui vient de franchir une étape avec la revue « Echanges Communistes » dont le N°1 porte sur « l'UE et la révolution socialiste ». Nous entendons poursuivre en améliorant l'unité d'action pratique pour aller de l'avant, notamment avec le N°2 sur les dangers de guerre mondiale nucléaire et la nécessité d'un puissant mouvement pour la paix, puis le N°3 sur les luttes de classes en France.

Nous pensons que c'est la dialectique entre l'action commune en direction des masses en luttes et la démarcation idéologique pour co-élaborer et se rassembler progressivement tout en maintenant le lien avec la base du PCF et qu'à travers la lutte des classes multiformes que se réalisera la reconstruction du parti communiste dont le monde du travail a besoin. Nous devons ensemble préparer en théorie et en pratique la défaite idéologique et politique du réformisme social démocrate à la tête du mouvement communiste en France tout en œuvrant ainsi à forger par le débat notre unité idéologique autour d'un programme communiste.

Comme on le sait la vie n'attend pas que les communistes révolutionnaires s'unissent, la lutte des classes continue sous la chape de plomb de l'hégémonie temporaire du réformisme social

démocrate et de l'écologie politique. La victoire du NON au TCE sur fond de résistance multiforme des classes populaires a engendré la scission au sein de la social démocratie officielle entre les libéraux et les alter ou anti-libéraux avec la naissance des collectifs anti-libéraux puis de la FI/UP. Toutes les organisations populaires de classes (syndicales, politiques, associatives) sont traversées par cette contradiction grandissante sur fond de précarisation et de paupérisation des « classes moyennes », de l'aristocratie ouvrière entraînant l'opposition de plus en plus visible entre les bases et les sommets.

La pensée unique libérale a effacé progressivement les différences visibles entre la « droite et la gauche » faisant sauter la bipolarisation politique de la dictature de classe des Monopoles capitalistes. La « mondialisation » impérialiste sous hégémonie US a mondialisé le diktat libéralo-fascisant prolongé par les guerres de faibles intensité pour mâter les pays et peuples résistants. Le libéralisme conduisant à la fascisation vient se surajouter à ce processus objectif de différenciation entre les collabos du patronat et les victimes de plus en plus résistantes de la base.

La social démocratie écologiste alter ou anti-libérale – FI/UP – est politiquement à la tête du front de la résistance populaire actuellement. Nous avons choisi au RC d'y être tout comme on est dans les luttes syndicales et populaires (Gilets Jaunes, des quartiers populaires et dans les luttes anti-racistes contre la division raciste de notre camp de classe). Nous pensons que si nous y étions ensemble RC, ANC, PCRf, nous serions en mesure d'être plus fort et d'y faire respecter le courant communiste révolutionnaire.

Mais aussi comme nous l'avons analysé au CHB/RC, la défaite du camp socialiste d'Europe et de l'URSS n'a pas emporté les rescapés du camp socialiste mondial. Cuba, la Corée du Nord, le Vietnam et la Chine poursuivent dans un rapport des forces pas encore totalement favorable leurs expériences socialistes et font, progressivement avec les résistances des peuples, évoluer le rapport des forces au détriment de l'impérialisme (US/UE/Israël/Japon). Ce contexte évolutif accroît certes le danger de guerre, voire nucléaire de la part des impérialistes, mais contient aussi les germes de leur défaite dans chaque pays impérialiste pris isolément et au plan global à condition que les communistes révolutionnaires soient en capacité d'y faire mûrir le facteur subjectif. L'état réel du communisme mondial est à prendre en compte dans la lutte pour la reconstruction communiste contre l'anti-communisme atavique de la bourgeoisie et des réformistes du mouvement ouvrier. Telle est la vision que nous partageons au RC de la reconstruction communiste que nous voulons partager avec l'ensemble des camarades communistes de France.

AFFICHE DU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE (FRANCE) CONTRE LA GUERRE

